

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60036  
59820 Gravelines

Gravelines, le 12/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**HSWT (ex HYET SWEET)**

Port 7516  
7516 route de la Grande Hernesse  
59820 Gravelines

Références : -  
Code AIOT : 0007000481

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/10/2024 dans l'établissement HSWT (ex HYET SWEET) implanté Port 7516 7516 route de la Grande Hernesse 59820 Gravelines. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du plan des visites d'inspection de la DREAL Hauts-de-France au titre de l'année 2024.

Elle porte sur le respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 et de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatifs à la prescription des risques liés au vieillissement de certains équipements.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HSWT (ex HYET SWEET)
- Port 7516 7516 route de la Grande Hernesse 59820 Gravelines
- Code AIOT : 0007000481
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

HSWT est un établissement soumis à autorisation préfectorale (AP du 29/08/2023). Il est également SEVESO Seuil Bas. Son activité consiste en la synthèse d'aspartame.

**Thèmes de l'inspection :**

- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	arrêté ministériel du 03/10/10	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1	Sans objet
2	Recensement des équipements soumis au PM2I - réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4	Sans objet
3	Recensement des équipements soumis au PM2I - capacités et tuyauteries	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Sans objet
4	Recensement des équipements soumis au PM2I - massifs et cuvettes	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le recensement tel que présenté ne semble pas fiable et l'Inspection n'a par conséquent pas vérifié la réalisation des visites initiales.

**Un nouveau recensement de l'ensemble des équipements (réservoirs, capacités, tuyauteries, ...) doit être transmis à l'Inspection sous 2 mois. Ce nouveau recensement devra être exhaustif et sa lecture devra en être facilitée. Des sanctions administratives pourraient être proposées si ce recensement n'était pas transmis.**

Par ailleurs, une précédente visite sur ce thème avait été réalisée en 2014 et de laquelle il en était ressorti que 10 réservoirs, 2 cuvettes et 10 fondations étaient soumis au PM2I.

Le recensement effectué par Bureau Véritas dans son rapport de septembre 2024 est différent alors que le site n'a pas connu d'évolution.

Ce constat confirme que le recensement effectué doit être vérifié et si besoin complété. Il doit être suffisamment détaillé et explicite afin de comprendre aisément les choix effectués.

Une nouvelle inspection sur cette thématique sera réalisée en 2025.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : arrêté ministériel du 03/10/10

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, PM2I
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. Sont considérés comme relevant du présent arrêté les stockages en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités : 1. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dites « rubriques liquides inflammables » ; 2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation selon une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites " liquides inflammables ", dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 « au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation » dépassent 1 000 tonnes. [...]
<b>Constats :</b>  Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 29/08/2023. Il est soumis à autorisation pour les rubriques 4120.2, 4130.2, 2770, 3450, 3520, 3550, 1434-2 et 1450. Le site ne stocke pas en réservoirs (voir définition donnée à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 03/10/2010) aériens plus de 1 000 tonnes de liquides inflammables.  L'arrêté du 03/10/2010 ne s'applique donc pas au site. Par ailleurs, si l'établissement n'est pas soumis à l'arrêté ministériel du 03/10/2010, il semble soumis à l'arrêté ministériel du 01/06/2015 applicable aux ICPE à enregistrement pour la rubrique 4331 (notamment). Les dispositions de recensement et de suivi PM2I des arrêtés ministériels des 3 et 4 octobre 2010 y ont été reprises à l'article 25.  Le recensement a été fait par Bureau Véritas en date du 09/09/2024 (rapport 20153942-1 intitulé « assistance au recensement des équipements assujettis au PM2I pour le site de Gravelines (59) »). Ce rapport a été établi après une visite du site et transmission des éléments de l'EDD. Le logigramme de ce rapport en page 5 explique la démarche suivie pour l'élaboration du recensement.  Le rapport ne précise pas si le site est soumis à l'arrêté ministériel du 03/10/10 ou à l'arrêté ministériel du 01/06/2015. Et sa conclusion ne donne pas non plus d'informations sur le nombre et l'identification des réservoirs de stockage soumis à suivi au titre du PM2I.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

**Demande 1 :** Le chapitre 4 du rapport établi par Bureau Véritas ne fait référence qu'à l'arrêté du 04/10/2010 alors que la référence aux arrêtés du 03/10/2010 et du 01/06/2015 doit également être faite afin d'étudier si ces arrêtés sont applicables au site.

La conclusion de ce rapport devra tenir compte de cette mise à jour du recensement et en présenter clairement les éléments de sortie : nombre et identification des réservoirs soumis à suivi PM2I.

délai : 2 mois

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Recensement des équipements soumis au PM2I - réservoirs**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Recensement PM2I – Réservoirs

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée :

- supérieure à 10 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou
- supérieure à 100 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou
- supérieure à 100 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df.

**Constats :**

Au regard de la dernière étude des dangers (Ineris - 208886 - 2739404 - v2.026/08/2022), les réservoirs aériens cylindriques verticaux sont ceux présents au niveau des 2 zones de stockage. Le descriptif de ces stockages est repris en **annexe**.

Parmi ces réservoirs et au regard des données sur les différents produits/substances stockés, il n'y a pas de stockage dans des réservoirs aériens cylindriques verticaux :

- de capacité supérieure à 10 m<sup>3</sup> avec des substances H400 ou H410,
- de capacité supérieure à 100 m<sup>3</sup> avec des substances H411.

Il y a un réservoir aérien cylindrique vertical de 200 m<sup>3</sup> avec du toluène - n°7410. Le toluène est notamment H361d.

Le recensement a été fait par Bureau Véritas en date du 09/09/2024 (rapport 20153942-1 intitulé « assistance au recensement des équipements assujettis au PM2I pour le site de Gravelines (59) »). Ce rapport a été établi après une visite du site et transmission des éléments de l'EDD. Le logigramme de ce rapport en page 5 explique la démarche suivie pour l'élaboration du recensement.

Le paragraphe 4.1.2 Réservoirs de stockage - Article 4 de l'arrêté du 4 octobre 2010 conclut « *le site ne dispose pas de réservoirs de stockage soumis au PM2I* ».

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande 2 :** Le paragraphe 3.2.1.1 Aire de stockage mentionne les réservoirs de stockage mais également les capacités.

Il convient donc de bien séparer les aires de stockage dans lesquelles sont présentes les réservoirs et les capacités utilisées dans le cadre de la production (ex: V2400, V2830, V2250, ... : capacités ou réservoirs?) compte tenu des modalités de suivi différentes pour le PM2I.

délai : 2 mois

**Demande 3 :** Au regard de la conclusion du paragraphe 4.1.2 du rapport établi par Bureau Véritas, il convient de justifier la raison pour laquelle le réservoir de toluène de 200 m<sup>3</sup> n'est pas soumis à l'arrêté du 04/10/2010 et plus particulièrement son article 4.

délai : 2 mois

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Recensement des équipements soumis au PM2I - capacités et tuyauteries**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Recensement PM2I – Tuyauteries et capacités

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions du présent article sont applicables :

1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et
2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m<sup>3</sup> contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou
3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m<sup>3</sup> contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou
4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou
5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411,

sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

Sont exclus du champ d'application de cet article :

- les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et

- les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et
- les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé (...)

### Constats :

Voir annexe confidentielle pour la liste des phénomènes dangereux en gravité importante.

Le rapport établi par Bureau Véritas indique que pour :

- le critère 1 de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 04/10/10, la tuyauterie de gaz naturel et les réservoirs d'acide formique (7150) et d'anhydride acétique (7160)(en tant que capacités) sont soumis au PM2I,
- le critère 5 de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 04/10/10, 2 tuyauteries de méthanol sont soumis au PM2I.

En visite sur le terrain, l'exploitant n'a pas été en mesure d'identifier avec précision les tuyauteries identifiées comme étant soumises au PM2I du fait de l'absence recensement précis dans le rapport.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué qu'il devait vérifier l'analyse faite par Bureau Véritas.

Il convient de préciser que suite à l'incident survenu en septembre sur le clarificateur, l'exploitant n'a pas eu le temps nécessaire pour s'approprier le rapport transmis par Bureau Véritas.

La liste des équipements potentiellement soumis n'est pas exhaustive et ne permet pas de savoir si l'ensemble des équipements a fait l'objet d'une analyse. Par ailleurs, la numérotation des équipements n'est pas reprise et la lecture de l'analyse (page 17 du rapport) s'en trouve donc difficile.

### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

**Demande 4 :** Il convient de justifier la raison pour laquelle les 2 réservoirs de stockage (7150 et 7160) sont repris comme étant soumis au PM2I au titre de l'article 5 de l'arrêté du 04/10/2010 alors que cet article fait référence aux capacités.

délai : 2 mois

**Demande 5 :** L'annexe I du rapport - tableau de synthèse des gravités source EDD HSWT - ne recense pas les mêmes phénomènes dangereux que ceux listés ci-avant, et en particulier avec les phénomènes dangereux de fuites dues au vieillissement de gravité au moins Importante. Il convient de mettre en cohérence ces 2 documents.

délai : 2 mois

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 4 : Recensement des équipements soumis au PM2I - massifs et cuvettes

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Recensement PM2I – Massifs et cuvettes

### Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :

- les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des

<p>réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ; et</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ; et</li> <li>- les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et</li> <li>- les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. (...)</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport établi par Bureau Véritas liste un ensemble d'équipements soumis au PM2I au titre de l'art. 6 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010. Mais il ne détaille pas la méthodologie appliquée pour établir cette liste.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Demande 6 :</b> Il convient de justifier comment cette liste a été établie. délai : 2 mois</p> <p><b>Demande 7 :</b> Il n'est pas fait référence à l'arrêté du 04/10/2010 dans le tableau (page 22), il convient d'en expliquer la raison. délai : 2 mois</p> <p><b>Demande 8 :</b> Le dernier alinéa de l'article 6 ne semble pas avoir été traité intégralement. Il convient a minima de préciser si les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication sont concernés par l'application de cet alinéa. délai : 2 mois</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>